

21 avril 2021
Communiqué de presse

Loi climat : sous pression macroniste l'UE préfère une photo avec Biden au respect de l'accord de Paris

Les États membres, le Conseil et le Parlement européen viennent de trouver un accord au rabais sur la Loi climat, fixant un objectif de réduction des gaz à effet de serre bien en-deçà des 65% nécessaires d'ici 2030 pour respecter les accords de Paris, et reposant sur un exercice d'artifice comptable. Ce compromis dangereusement insuffisant est le résultat d'un renoncement de la part des négociateurs du parlement européen, sous la pression notamment du gouvernement français et du président macroniste de la commission de l'environnement, Pascal Canfin, davantage pressés de paraître au sommet climat convoqué par Joe Biden que faire ce que l'urgence climatique rend nécessaire.

Pourtant, les ONG, les scientifiques, les rapports de l'ONU sont clairs : si nous voulons respecter les objectifs de l'Accord de Paris, l'Union européenne doit réduire ses émissions d'au moins 65% d'ici 2030. Le Parlement avait déjà voté une cible en-deçà de cet objectif au mois d'octobre en proposant de la fixer à 60%. Le résultat des négociations est l'adoption de l'objectif proposé en septembre dernier par Ursula von der Leyen : une réduction nette d'au moins 55% des émissions de l'Union d'ici 2030. La cible est déjà en soi insuffisante ; elle l'est encore plus avec cette précision sur le caractère net de la réduction. En effet, cela signifie que les absorptions par les puits carbonés, tels que les forêts, contribuent à l'objectif de réduction ; une fois retirée cette contribution le véritable objectif de réduction est de seulement 52,8%...

Avec un tel objectif, l'Union Européenne acte l'hypocrisie de son pacte vert et souligne les contradictions avec ses politiques climaticides. Tout l'arsenal proposé par la Commission vise à perpétuer des politiques désastreuses pour l'environnement, telle la PAC en cours de négociations, à verdir les énergies fossiles, particulièrement le gaz repeint en énergie de transition, et à étendre sans cesse les logiques de marché qui nous ont précisément mené au bord du gouffre écologique. Têléguidé par le gouvernement français, Pascal Canfin porte une lourde part de responsabilité dans cette comédie funeste confirmant ainsi sa nomination dans le prix de « boulet du climat » décerné par Greenpeace.

Cela pourrait prêter à sourire si l'heure n'était pas aussi grave : « nous sommes au bord du précipice », comme le rappelait ce lundi 19 avril le Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres. Face à l'urgence écologique nous n'avons plus le temps pour des artifices comptables qui consacrent de fait l'abandon des objectifs de l'Accord de Paris, négociés à la seule fin de pouvoir poser tout sourire aux côtés de Joe Biden.

La délégation France Insoumise au Parlement européen

Contact Presse : délégation France insoumise
Cassandra Serier - +33 6 48 75 49 32

Contact Presse : La France insoumise
Zoé Abrahams - +33 7 77 37 51 46